

Fatshi honoré parmi les hôtes à l'inauguration du Grand Musée d'Égypte

Page 2

Quotidien d'informations générales 35^{ème} année

FORUM DES

MEDIAF Web Site : www.forumdesas.cd Email : forumdesas2001@gmail.com

11^è RUE LIMETE/INDUSTRIEL N°15/C | N°7535 DU LUNDI 03 NOVEMBRE 2025 | PRIX : 3.000 FC

SAHARA MAROCAIN

**Rabat pour
une solution sans
vainqueur, ni vaincu**

P.10



Sa Majesté Mohammed VI

SUSPENDUS PAR LE MINISTERE DE L'INTERIEUR

12 partis de l'Opposition menacés de dissolution !

* Le Gouvernement saisit déjà le Conseil d'Etat pour pouvoir dissoudre les partis de Joseph Kabila (PPRD), de Matata (LGD), de Théophile Mbemba (AAP), de Franck Diongo (MLP) ...

* Indignés, Delly Sesanga et Olivier Kamitatu fustigent la répression des partis d'opposition

Page 3

FORT DE PRES DE 200 ANS D'EXPERTISE

Bivac forme des inspecteurs de l'OCC sur le contrôle technique des constructions

P. 5

Le Club congolais du risk management signe une 2^{ème} édition réussie à Kinshasa

P. 4

RÉOUVERTURE DE L'AÉROPORT DE GOMA

**"Les occupants illégaux n'ont
aucun droit sur le trafic aérien",
tranche Patrick Muyaya**

P. 6

LUTTE CONTRE LES FLUX FINANCIERS ILLICITES

**La DGDA s'engage à faire
des recommandations de la
conférence son référentiel**

P. 7

EDITEUR D.G : T. BONGO BOVERY - CONTACT: (+243) 810 120 675 & (+243) 99 84 61 089

Fatshi honoré parmi les hôtes à l'inauguration du Grand Musée d'Égypte



Le Président Félix Tshisekedi s'est rendu le week-end dernier en Egypte où il était convié à participer à l'inauguration du Grand Musée d'Égypte.

Venant fraîchement de participer à la Conférence de Paris sur la crise humanitaire dans la région des Grands Lacs, arrivé vendredi en milieu d'après-midi au Caire, le Chef de l'État congolais a aussitôt été conduit au Palais présidentiel d'Al-Ittihadiya pour un entretien en tête-à-tête avec le Président égyptien. Pendant une trentaine de minutes, les deux dirigeants ont passé en revue les liens d'amitié et de coopération entre leurs pays, évoquant notamment les accords bilatéraux dans les domaines militaire et économique.

Cette rencontre s'inscrit dans la continuité du dialogue initié sous le premier mandat du Président Tshisekedi, marqué par la relance des travaux de la commission mixte RDC-Égypte.

INAUGURATION DU GRAND MUSÉE D'ÉGYPTE

Le Président Al-Sissi a, à cette occasion, remercié son homologue congolais pour avoir répondu favorablement à son invitation à prendre part à l'inauguration du Grand

Musée d'Égypte (GME), un événement culturel mondial organisé le samedi 1^{er} novembre.

Inauguré en grande pompe en présence d'une quarantaine de Chefs d'État et de gouvernement, et d'une centaine de délégations de haut rang, le Grand Musée d'Égypte se présente comme le plus grand musée archéologique au monde, consacré à une seule civilisation.

Fruit de plus de vingt ans de travaux colossaux, le GME incarne à la fois la grandeur du patrimoine pharaonique et la résilience du peuple égyptien. Situé à proximité des pyramides de Gizeh, ce complexe monumental, dont la construction a nécessité un investissement de plus d'un milliard de dollars combine prouesse architecturale et innovation technologique.

L'établissement abrite plus de 100.000 pièces archéologiques, dont la moitié est exposée au public. L'attraction majeure reste l'ensemble funéraire complet du roi Toutânkhamon, soit près de 5.000 objets, réunis pour la première fois sous un même toit. Douze galeries permanentes, des laboratoires de restauration ultramodernes, un musée pour enfants, un centre de conférences, ainsi que des

espaces éducatifs et commerciaux complètent ce joyau patrimonial.

CONSOLIDER LA COOPERATION

Le Président Tshisekedi, accompagné de la Première dame, a pris place à la tribune d'honneur aux côtés du couple présidentiel égyptien, témoignant de la solidité des relations entre Kinshasa et Le Caire. Cette présence à un événement d'une telle envergure traduit la reconnaissance mutuelle et la volonté partagée d'approfondir la coopération entre les deux nations, notamment dans les domaines culturel, économique et militaire.

La délégation congolaise comprenait la ministre de la Culture Yolande Elebe, le directeur de cabinet adjoint du Chef de l'État Olivier Mondonge, ainsi que le conseiller principal à la Culture Théo Tshilumba.

L'ouverture du Grand Musée d'Égypte marque un tournant dans l'histoire de la préservation du patrimoine mondial. Elle positionne l'Égypte comme un pôle culturel majeur et, au-delà, comme un modèle de valorisation de la mémoire universelle. La participation du Président Tshisekedi à cet événement planétaire

souligne, quant à elle, la place croissante de la République Démocratique du Congo sur

la scène diplomatique et culturelle africaine et internationale.

Jérémy ASOKO

Le Grand Musée Égyptien, un cadeau de l'Égypte au monde

Le Grand Musée Égyptien, le plus grand du monde consacré à une seule civilisation, a été officiellement inauguré, le samedi 1er novembre, au Caire. Le président Abdel Fattah El-Sisi et son épouse Entissar El-Sisi ont assisté à la cérémonie inaugurale de cet événement marquant dans l'histoire de la culture et de la civilisation humaine. Près de quatre-vingts délégations représentant de divers pays du monde, ainsi que des représentants de nombreuses organisations régionales et internationales et de grandes entreprises mondiales, étaient présents à cette cérémonie.

La participation d'un si grand nombre de délégations témoigne, sans nul doute, l'intérêt international porté à la vision de l'État égyptien, qui consiste à allier la richesse du passé, la créativité du présent et la prospérité de l'avenir, et confirme la position unique de l'Égypte en tant que pont civilisationnel entre tous les peuples du monde qui aiment la culture et la paix.

Les célébrations ont débuté par un spectacle artistique intitulé " Le monde joue une seule mélodie ", suivi d'un show de lasers et de drones expliquant la théorie de la ceinture d'Orion et le lien entre la construction du Grand Musée Égyptien et celle des pyramides. S'en est suivi un autre spectacle, intitulé " Un voyage de paix au pays de la paix ", qui mettait en scène la créativité des Égyptiens en matière de construction, depuis la pyramide à degrés de Djéser jusqu'aux constructions de l'époque moderne. Le public a ensuite pu apprécier un chant copte et un chant soufi, puis un nouveau spectacle de drones affichant la phrase " Les civilisations s'épanouissent en temps de paix "

Le Grand Musée Égyptien est l'une des réalisations les plus importantes et les plus remarquables de l'Égypte

moderne, il a été créé pour devenir un haut lieu mondial de la civilisation, de la culture et du divertissement, et la première destination pour tous ceux qui s'intéressent au patrimoine de l'Égypte antique, en tant que plus grand musée au monde retraçant l'histoire de la civilisation égyptienne antique.

LE PREMIER MUSÉE ÉCOLOGIQUE D'AFRIQUE ET DU MOYEN-ORIENT

Le Grand Musée Égyptien a adopté une stratégie claire de développement durable afin de devenir le premier musée égyptien écologique et respectueux de l'environnement. Les autorités ont veillé à intégrer la dimension environnementale à toutes les étapes du projet, allant de sa structure, à sa gestion afin d'obtenir la certification de bâtiment durable, témoignant ainsi de son engagement envers les normes environnementales internationales.

La stratégie du musée comprend un système de mesure et de détection des fuites, la réduction des sources de chaleur et l'utilisation d'énergies renouvelables grâce à l'installation de panneaux solaires au-dessus des salles d'attente. Il y a également l'amélioration de l'efficacité de la consommation d'eau et d'énergie au sein du musée par la réutilisation et la réduction de la consommation d'eau, notamment celle utilisée en agriculture, ainsi que par l'utilisation de la ventilation et de l'éclairage naturels.

Pour rappel, le Grand Musée Égyptien abrite des milliers d'artefacts qui retracent l'histoire de la civilisation antique et racontent les différentes étapes de son développement, de la préhistoire à l'époque gréco-romaine. Une sorte d'encyclopédie vivante qui immortalise le génie des anciens Égyptiens.

Fyfy Solange TANGAMU

SUSPENDUS PAR LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

12 partis de l'Opposition menacés de dissolution !

* Le Gouvernement saisit déjà le Conseil d'Etat pour pouvoir dissoudre les partis de Joseph Kabila (PPRD), de Matata (LGD), de Théophile Mbemba (AAP) de Franck Diongo (MLP) ...

Le Gouvernement Suminwa tape du poing sur la table. Il s'attend à réduire au silence les partis politiques qui se sont récemment mobilisés autour du Président Joseph Kabila à Nairobi, dans l'optique de créer le mouvement "Sauvons la RDC". Un communiqué du ministre de l'Intérieur, signé le 31 octobre dernier dévoile les 12 partis

politiques visés, accusés "d'atteintes à la cohésion nationales et à la sécurité du territoire".

Le Vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur, de la Sécurité, de la Décentralisation et des Affaires coutumières, Jacquemain Shabani, a rendu public un communiqué officiel dénonçant les graves exactions commises par la coalition M23/AFC et annonçant la suspension de plusieurs partis

politiques accusés d'atteinte à l'unité nationale.

Selon le communiqué, le ministère de l'Intérieur annonce la suspension des activités de plusieurs partis politiques sur l'ensemble du territoire national, évoquant des atteintes à la cohésion nationale et à la sécurité du territoire.

Les formations concernées sont notamment : PPRD, LGD, Piste pour l'Émergence, AAP, UDA, MPCR, ATD, COFEDEC,

PNEC, MLP, UPC et ADCP.

Le ministère fonde sa décision sur la loi n°04/002 du 15 mars 2004 relative à l'organisation et au fonctionnement des partis politiques. Il indique avoir saisi le Conseil d'État afin d'obtenir la dissolution légale des structures incriminées.

Le Vice-Premier ministre réaffirme, dans ce même communiqué, la ferme détermination du gouvernement à faire respecter l'autorité de l'État sur toute l'étendue du territoire national. Il invite par ailleurs les partis politiques à œuvrer dans un esprit républicain, dans le respect de la démocratie pluraliste et de la souveraineté nationale.

En toile de fond, cette déclaration traduit la volonté du gouvernement de resserrer l'unité nationale à un moment où la RDC fait face à des défis sécuritaires majeurs dans l'Est du pays.

"Le ministère de l'Intérieur réaffirme la détermination inébranlable du gouvernement à restaurer l'autorité de l'État et à garantir la sécurité du territoire national", renseigne le communiqué signé à Kinshasa, le 31 octobre 2025, par Jacquemain Shabani, ministre de l'intérieur.

Mouvement M23 poursuit ses actes criminels dans les territoires qu'il occupe, semant la terreur parmi les civils, poursuit le communiqué du ministre de l'Intérieur.

Le ministère fait, dès lors, état de plus de 123 assassinats et exécutions sommaires, 223 cas de viols, ainsi que des centaines d'enlèvements, de recrutements forcés et de tortures enregistrés entre le 3 et le 31 octobre 2025.

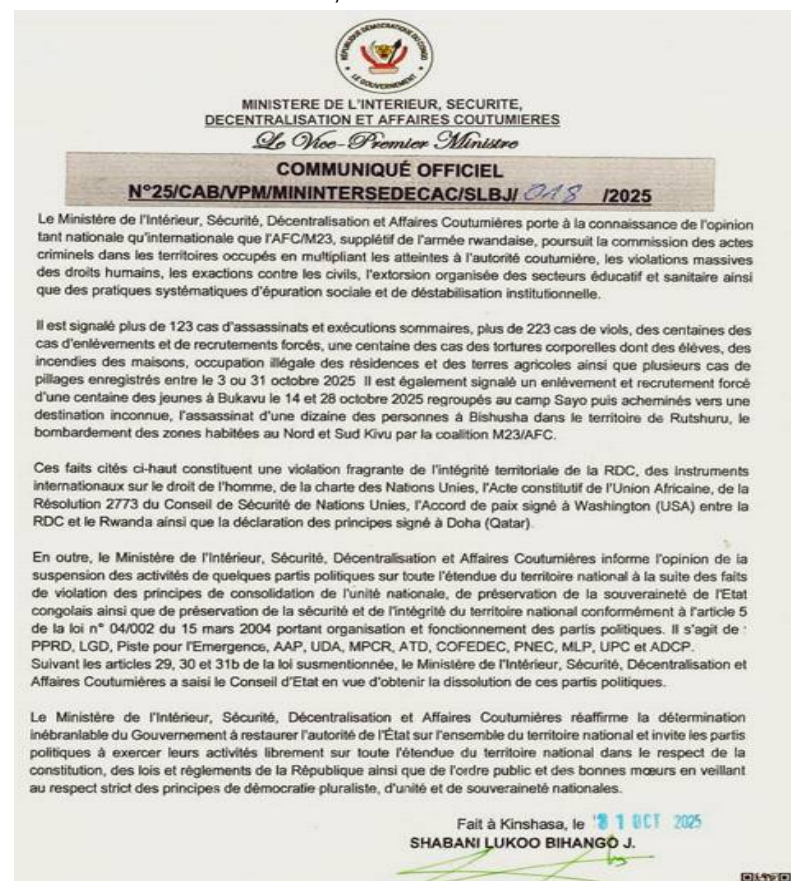
Les faits incluent également l'incendie de nombreuses habitations, l'occupation illégale de résidences et de terres agricoles, ainsi que des bombardements visant des zones habitées dans le Nord et le Sud-Kivu. Le communiqué cite notamment le rapt d'une centaine de jeunes à Bukavu et l'assassinat d'une dizaine de personnes à Bishusha, dans le territoire de Rutshuru.

Le ministère considère ces crimes comme une violation flagrante de l'intégrité territoriale de la RDC et des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et à la souveraineté des États. Il rappelle à cet effet la Résolution 2773 du Conseil de sécurité de l'ONU, l'Accord de paix de Washington entre la RDC et le Rwanda, ainsi que la Déclaration de Doha sur les principes de coexistence pacifique.

J.A

LES AFFRES DU M23

Présenté comme supplétif de l'armée rwandaise, le



RÉAGISSANT AU COMMUNIQUÉ DU VPM DE L'INTÉRIEUR

Delly Sesanga et Olivier Kamitatu fustigent la répression des partis d'opposition

* Il s'agit d'une mesure brutale, arbitraire et politiquement orientée, réagit le patron d'Envol

* Le pouvoir verrouille le pays, martèle le président de l'ARC

Le climat politique congolais s'échauffe à nouveau. Moins de 48 heures après la décision du ministère de l'Intérieur de suspendre plusieurs formations politiques notamment le PPRD, ATD, LGD, PISTE et AAP, la classe politique gronde. Deux voix fortes de l'opposition, Delly Sesanga et Olivier Kamitatu, montent au créneau pour dénoncer ce qu'ils qualifient de "dérive autoritaire" et de "glissement inquiétant vers la dictature".

La suspension décidée par le gouvernement, au motif de "violation des principes de consolidation de l'unité nationale et de la souveraineté de l'État", a provoqué une onde de choc dans la sphère politique. Pour l'opposition, il ne s'agit ni plus ni moins que d'un recul démocratique et d'une tentative de verrouiller l'espace public avant de potentielles réformes sensibles.

Le président du parti ENVOL, Delly Sesanga, a ouvert le feu le premier. Dans une déclaration ferme, il a fustigé une mesure "brutale, arbitraire et politiquement orientée", qu'il juge contraire à la Constitution. " Cette décision, prise en dehors de toute procédure contradictoire, est un coup direct porté à l'État de droit ", déclare-t-il, rappelant que la Constitution garantit la liberté d'association et la participation

à la vie politique.

Pour Sesanga, le gouvernement outrepassa ses prérogatives et agit en dehors du contrôle judiciaire prévu par l'article 150 de la Constitution. Il voit dans cette série de suspensions une stratégie d'intimidation politique et un musèlement progressif de l'opposition, au moment où la République a besoin de cohésion face aux crises sécuritaires et économiques.

KAMITATU : " LE POUVOIR VERROUILLE LE PAYS "

Deux jours plus tard, c'est Olivier Kamitatu, président de l'ARC et proche collaborateur de Moïse Katumbi, qui a enfoncé le clou. Dans un message au ton tranchant, il dénonce une "dérive dictatoriale assumée" du régime Tshisekedi.

" Le pouvoir verrouille le pays, prépare une révision constitutionnelle et rêve d'un mandat sans fin ", accuse-t-il, avant de dresser une liste glaçante : " retour de la peine de mort, assassinats politiques, faux procès, arrestations arbitraires, cachots clandestins, confiscation des biens... "

Pour Kamitatu, le pouvoir en place s'inscrit désormais dans la continuité des régimes autoritaires africains qui gouvernent "par la peur et la répression".

" Hier, on dédoublait les partis gênants. Aujourd'hui, on

les interdit purement et simplement. Et l'on enterre un peu plus profondément tout espoir de dialogue politique inclusif ", martèle-t-il, dénonçant la fin du pluralisme effectif.

ENTRE FERMETE DU POUVOIR ET COLERE DE L'OPPOSITION

Alors que le gouvernement justifie sa décision par des impératifs d'ordre public et de stabilité institutionnelle, les critiques s'accumulent, dénonçant une logique de concentration du pouvoir. Les observateurs y voient les signes d'une tension préélectorale où la tentation du contrôle total devient manifeste.

Les propos croisés de Sesanga et Kamitatu traduisent la crainte d'un glissement institutionnel, où la démocratie congolaise risque de perdre ses fondations pluralistes conquises de haute lutte.

Dans un ton empreint d'avertissement, Delly Sesanga appelle les institutions de la République à garantir le respect de la Constitution et à lever les suspensions jugées illégales. Il exhorte les partis politiques, toutes tendances confondues, à défendre le pluralisme et les libertés fondamentales.

Olivier Kamitatu, quant à lui, conclut avec une formule au parfum d'histoire : "L'Histoire est sans pitié elle n'absout jamais les tyrans, elle les efface. "

Jérémie ASOKO

Le Club congolais du risk management signe une 2^{ème} édition réussie à Kinshasa

La deuxième rencontre annuelle du Club congolais du risk management (CCRM) s'est tenue les 30 et 31 octobre 2025 à Kinshasa. Deux journées d'activités intenses, riches en échanges et en formations, ont marqué cette édition placée sous le thème de l'excellence en gestion des risques.

Selon Esther Misheng, présidente fondatrice du club, cette édition a connu un engouement sans précédent.

" Je suis très satisfaite parce que cette édition a pu intéresser presque tous les secteurs. Nous avons des représentants du gouvernement, du secteur privé et même des églises. Cela montre que la sensibilisation à la culture du risque prend réellement de l'ampleur en RDC ", a-t-elle déclaré.

Grande innovation de cette édition, une journée de formation a été consacrée à la cartographie des risques et au plan de continuité des activités.

" Nous avons voulu aller au-delà des discours et offrir un module pratique. L'objectif était de permettre aux participants de comprendre concrètement comment élaborer une carte de risques et un plan de continuité pour leurs entreprises ", a expliqué la présidente fondatrice.

Les travaux se sont clôturés par une Soirée d'excellence au cours de laquelle plusieurs entreprises ont été récompensées pour leurs performances en matière de gestion des risques et de gouvernance interne.

" Nous avons voulu valoriser les entreprises qui se distinguent non seulement dans la mise en place d'un cadre de gestion des risques, mais aussi dans la promotion de bonnes pratiques en ressources humaines à savoir l'inclusion des femmes, la mobilité interne, l'équité salariale... ", a précisé Esther Misheng.

Satisfaite des résultats de cette deuxième édition, la présidente du CCRM a également annoncé le lancement des préparatifs pour la troisième rencontre annuelle, prévue en 2026.

" Nous sommes déjà prêts à commencer la préparation



Le vice-Président du Sénat remettant des prix dans le cadre des Awards RHH et risk Management. PHOTO DROITS TIERS.



Vue des lauréats des Awards RH et Risk Management. PHOTO DROITS TIERS.

de la prochaine édition. Des groupes de travail par secteur, santé, banque, assurance, microfinance, PME, industrie et genre ont déjà entamé leurs activités pour élaborer des plans d'action concrets ", a-t-elle confié.

À travers cette initiative, le Club congolais du Risk Management entend consolider son rôle d'acteur clé dans la promotion de la culture du risque et la vulgarisation des assurances en RDC.

" Le club se positionne désormais comme un acteur clé dans la sensibilisation à la gestion des risques. Notre mission est d'accompagner la RDC vers une gouvernance plus responsable et durable ", a conclu Esther Misheng.

QU'EST-CE QUE LA GESTION DES RISQUES ?

La gestion des risques est l'ensemble des processus, des méthodes et des outils permettant d'identifier, d'évaluer, de prévenir et de traiter les événements

susceptibles d'affecter négativement les objectifs d'une organisation. Elle vise à anticiper les menaces, à réduire leurs impacts potentiels et à renforcer la capacité de résilience face à l'incertitude.

En d'autres termes, gérer les risques, c'est prévoir l'imprévisible pour mieux protéger les personnes, les biens, les ressources et la réputation d'une entreprise ou d'une institution.

Tricya MUSANSI

FORUM DES AS

Quotidien d'informations

15/C, 11^{ème} Rue
Limete/ Industriel
forumdesas2001@gmail.com
www.forumdesas.cd
Id. Nat. M 59842 H
Editeur Responsable
BONGO BOVERY

Directeur de Publication
Didier KEBONGO
(+243 82 47 89 795)

Directeur de la Rédaction
Kléber KUNGU

Rédacteur en chef
Yves KALIKAT

Rédaction centrale
Didier KEBONGO
Yves KALIKAT
Kléber KUNGU
Mathy MUSAU
Fyfy-Solange TANGAMU
Tricya MUSANSI
Christian-Timothée MAMPUYA
Gloire BATOMENE
Jérémy ASOKO

Collaborateurs extérieurs
Muke MUKE

Kananga
Félix MULUMBA Kalembe
Ituri
Héritier TIMOLO
Nord-Kivu
Pascal NDUYIRI
Lubumbashi
Patient MBY

Caricaturiste
Patou BOMENGA

Service Administratif
et Financier
Sylvain MPONO

Publication assistée
par ordinateur (PAO)
Jacques LUSIMANU
Aimé NSIMBA

Webmaster & Edition
électronique
David BABOMBWA

Distribution
Nico MBENGA
MASAMUNA

FORT DE PRES DE SES 200 ANS D'EXPERTISE

Bivac forme des inspecteurs de l'OCC sur le contrôle technique des constructions

Tout est bien qui finit bien. Ils étaient une douzaine d'inspecteurs techniques de l'Office congolais de contrôle (OCC) à avoir été formés pendant 5 jours (du 27 au 31 octobre dernier), à Kinshasa, sur le contrôle technique des constructions dans le pays. Grâce à Bureau Veritas Bivac BV, une multinationale forte de près de ces 200 ans d'existence et d'expertise dans ce domaine très stratégique et d'une importance capitale dans la prévention des drames consécutifs aux constructions dans le pays.

Dieudonné Lukalu, directeur technique/Bivac, représentant du Représentant résident en RDC de Bivac, est revenu, dans son mot de clôture de la formation, sur l'importance du contrôle technique des constructions dont "l'objectif est de prévenir les aléas techniques afin d'assurer la solidité des ouvrages pour la sécurité des personnes le long du projet."

D'où, a-t-il expliqué, l'importance "d'avoir un cadre réglementaire sur le contrôle technique de constructions et aussi d'avoir des compétences". Ce qui justifie l'organisation par Bureau Veritas Bivac BV de cette formation dans le cadre du contrat qui lie Bivac à l'OCC dans le volet de renforcement des capacités et transfert des compétences.



Dieudonné Lukalu (3ème à partir de g.), Kakudji Mwilambwe Ernest (4ème) et le formateur David Lutete (2ème à partir de g.) entourés des inspecteurs techniques à l'issue de la formation. PHOTO DROITS TIERS.

"ÉLÉMENTS DE BASE SUR LE CONTRÔLE TECHNIQUE DES CONSTRUCTIONS"

Dieudonné Lukalu a rappelé que Bivac a non seulement donné "les éléments de base sur le contrôle technique des constructions pour pouvoir renforcer les capacités des inspecteurs de l'OCC, mais il a également évalué ensemble les pistes et les segments d'intervention possibles".

David Lutete, formateur, expert QSHE, a souligné l'importance de la formation qui aide à "promouvoir davantage la culture de la prévention dans la gestion de constructions dans notre pays, d'autant plus que "prévenir vaut mieux que guérir".

Il a évoqué le fait qu'"il est de plus en plus fréquent

d'apprendre, dans les médias, des cas de constructions qui s'effondrent, de cas d'incendies qui emportent des vies humaines ou transforment des bâtiments en fumée."

"METTRE EN PLACE DES NORMES ET DES RÉGLEMENTATIONS DE PRÉVENTION"

Pour lui, "l'un des remèdes à ces désastres est la mise en place des systèmes de missions de contrôle technique des constructions lesquels contribueraient à mettre en place des normes et des réglementations de prévention dès la phase de conception de ces ouvrages."

Le formateur a salué la sélection des bénéficiaires de la formation ayant formé l'auditoire car "composé des agents du département du contrôle technique de l'OCC, cible indiquée."

Il a, par la suite, rappelé ce qui a composé la formation dont les cinq modules, la dizaine d'ateliers, suivie d'une visite sur le site d'une construction de 18 étages. Le tout, a expliqué l'ingénieur civil, a "permis de mettre en situation réelle les différentes applications et les différentes missions dans le contrôle technique des constructions qui répondent au standard international."

Il a appelé au changement de paradigme sur les missions de l'OCC pour qu'elles deviennent désormais des missions désirées par les clients et les différents partenaires. Tout en

souhaitant que les agents de l'Office congolais de contrôle en charge du contrôle technique continuent à être formés pour arriver à réaliser les missions de contrôle des constructions en RDC. Ce qui permettra, a-t-il dit, de capitaliser cette formation.

FAIBLESSE DE LA LÉGISLATION CONGOLAISE EN MATIÈRE DE CTC

Le représentant des participants, Mukwanga Max, a salué la qualité et l'excellence de la formation ainsi que l'expertise du formateur. Les échanges avec ce dernier ont permis de dégager un état des lieux de huit principales problématiques dans la réalisation de la mission de contrôle technique des constructions (CTC). Parmi lesquelles la faiblesse de la législation congolaise, la multiplicité des structures de l'État qui se mettent à réaliser les missions de contrôle technique, l'absence de réglementations et normes nationales spécifiques aux constructions imposables à tous ; les compétences limitées des agents en matière de CTC, etc. Les inspecteurs techniques formés ont également proposé quelques recommandations destinées à améliorer leur travail. Par-dessus tout, ils ont demandé la mise en place dans le pays d'un cadre légal et réglementaire sur le CTC en vue de la réalisation optimale de leurs missions.

Kakudji Mwilambwe Ernest, représentant du Directeur général de l'OCC, a souligné l'importance de la formation pour un pays où "les constructions poussent comme des champignons". C'est pour éviter des drames dus aux "chantiers en construction mal organisés ou aux "calculs mal réalisés". En effet, tous ces défauts peuvent "provoquer des accidents sur les sites de travail, blessures, pertes en vies humaines" ou "conduire à l'effondrement d'ouvrages* aux "conséquences désastreuses". D'où l'expression de la gratitude de l'OCC envers son partenaire Bureau Veritas Bivac BV pour avoir organisé cette formation en faveur de ses inspecteurs techniques.

Il a encouragé "Bivac à envisager des formations d'accompagnement dans le secteur de la construction ainsi que des sessions de formation dans le domaine de contrôle des unités flottantes en construction et à l'exploitation. Un domaine particulièrement sensible compte tenu de nombreux accidents encore enregistrés dans la navigation intérieure en RDC en général, dans le tronçon Kinshasa - Équateur".

Ainsi formés, les inspecteurs techniques sont désormais capables de situer le rôle et les missions du contrôleur technique des constructions ; d'analyser les aléas techniques susceptibles de survenir durant l'exploitation (écroulement des bâtiments, incendies, etc. ; de maîtriser les normes et réglementations relatives aux bâtiments ; d'identifier les risques techniques majeurs liés aux bâtiments ; de rédiger des rapports pertinents et exploitables pour les maîtres d'ouvrages et les autorités compétentes ; ainsi que de faire valoir l'intérêt et le bien-fondé d'associer le contrôleur dès la conception du projet pour s'assurer du respect de la conformité aux exigences applicables, y compris la confiance des assureurs pour la garantie décennale.

Le clou de la formation a été la remise des attestations de participation aux inspecteurs techniques formés.

Kléber KUNGU



Dieudonné Lukalu, représentant du Représentant résident Bivac/ RDC (g.) et Kakudji Mwilambwe Ernest, représentant le DG de l'OCC.. PHOTO DROITS TIERS.

RÉOUVERTURE DE L'AÉROPORT DE GOMA

" Les occupants illégaux n'ont aucun droit sur le trafic aérien ", tranche Patrick Muyaya

* Au cours d'une émission sur la RTNC, le ministre indique que seules la RVA et l'AAC peuvent décider de l'exploitation du ciel.

Kinshasa reste ferme. Le gouvernement a rappelé, samedi 1er novembre, par la voix de son porte-parole Patrick Muyaya, que la gestion et la réouverture de l'aéroport international de Goma relèvent exclusivement des autorités légitimes de la République démocratique du Congo. Intervenant sur le plateau de l'émission Congolais Telema diffusée sur la RTNC, le ministre de la Communication et Médias a tenu à dissiper les confusions nées des récentes annonces internationales concernant la réouverture de cette infrastructure stratégique, occupée depuis janvier par la rébellion du M23-AFC soutenue par le Rwanda.

Patrick Muyaya a dénoncé avec fermeté toute tentative des groupes armés de se substituer dans l'État dans la gestion du trafic aérien à l'Est du pays. " Les occupants de Goma n'ont aucun droit de décider du trafic aérien ", a-t-il martelé.

Selon lui, seules la Régie des voies aériennes (RVA) et l'Autorité de l'aviation civile (AAC) sont habilitées à statuer sur les questions relatives à la circulation aérienne en RDC.



" Les occupants n'ont aucun droit de décider sur le trafic aérien ", dicit Patrick Muyaya. PHOTO DROITS TIERS

Le ministre Muyaya a rappelé que le secteur aérien congolais obéit à une réglementation internationale stricte. " Aucun avion ne peut survoler ni atterrir sur le territoire congolais sans autorisation préalable, ni sans transmission des identifiants, immatriculations, manifestes et membres d'équipage ", a-t-il expliqué, soulignant que tout vol entrant dans l'espace aérien congolais reste sous la supervision des autorités nationales.

"LES REBELLES NE SONT PAS MAÎTRES DE NOTRE ESPACE AÉRIEN"
" Même s'ils occupent illicitement l'aéroport de Goma, les rebelles ne deviennent pas pour autant maîtres de notre espace aérien. C'est une

question de souveraineté et de sécurité nationale ", a insisté Patrick Muyaya.

Cette clarification intervient quelques jours après la déclaration du président français Emmanuel Macron à Paris, lors de la Conférence de soutien à la paix et à la prospérité dans la région des Grands Lacs. Dans son discours, le chef de l'État français avait évoqué la réouverture prochaine de l'aéroport de Goma " pour des vols humanitaires ", suscitant diverses interprétations sur le terrain.

Kinshasa a accueilli favorablement cette initiative, tout en prévenant qu'aucune décision ne saurait être prise en dehors des institutions congolaises. " Ce n'est ni l'agitation du père, le Rwanda,

ni celle du fils, le M23, qui remettra en cause l'engagement pris à Paris par les partenaires de la paix ", a écrit Patrick Muyaya sur son compte X.

Et d'ajouter : " Vouloir marchander ou s'opposer à une intervention humanitaire urgente, c'est faire preuve d'un cynisme coupable. Le Congo, lui, reste attaché à la vérité, à la justice et à une paix durable."

"LA SECURITE DU TERRITOIRE NATIONALE NE SE NEGOCIE PAS"

Le gouvernement confirme envisager la mise en place d'un couloir humanitaire pour venir en aide aux populations meurtries de l'Est. Selon un responsable du secteur aérien, cette mesure, déjà transmise à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), prévoit des vols humanitaires autorisés à titre exceptionnel. Ces opérations se feront sous supervision conjointe de l'État congolais, des Nations unies et des agences humanitaires.

" Même dans un contexte de guerre, il faut toujours maintenir un couloir humanitaire ", a expliqué le responsable. " Mais chaque vol sera annoncé, identifié et autorisé. Il n'y aura pas de passe-droit, car la

sécurité du territoire national ne se négocie pas. "

Huit mois après sa fermeture, l'aéroport international de Goma demeure un symbole de la guerre qui paralyse l'Est du pays. Depuis la prise de la ville en janvier dernier par les rebelles M23/AFC soutenus par le Rwanda, le portail métallique de l'infrastructure reste verrouillé, et l'accès n'est accordé qu'au compte-gouttes, sur autorisation expresse des autorités rebelles. À l'intérieur, les herbes folles envahissent les parkings, les portes des bâtiments administratifs sont fracassées, et les carcasses de véhicules blindés jonchent le site. Les traces des combats sont encore visibles partout, et des engins explosifs subsistent, rendant le site encore plus périlleux.

Les habitants de Goma en subissent de plein fouet les conséquences. Voyager vers Kinshasa ou Bukavu relève désormais du parcours du combattant. Beaucoup sont contraints de passer par Kigali ou Kampala pour rejoindre d'autres régions. L'économie locale est asphyxiée, les commerçants ruinés, les humanitaires paralysés.

La Monusco elle-même a signalé les perturbations majeures dans ses rotations, ses approvisionnements et ses opérations de protection des civils.

Organisée par la France et le Togo, médiateur de l'Union africaine, la Conférence de Paris visait à mobiliser la communauté internationale autour de la crise humanitaire dans l'Est de la RDC. Les discussions ont également porté sur l'intégration économique régionale, considérée comme un levier de paix durable.

Mais à Kinshasa, le mot d'ordre reste clair : pas de paix sans respect de la souveraineté nationale. Patrick Muyaya l'a résumé en une phrase : " On peut occuper un aéroport illégalement, mais on ne devient pas maître du ciel congolais. "

Un message qui, au-delà des lignes de front, réaffirme la position inébranlable d'un État décidé à reprendre le contrôle de son territoire et à défendre la dignité de son peuple.

Ezechiel Monteirious MONTEIRO

Kinshasa accueille les travaux préparatoires du 9^{ème} Sommet de la CIRGL : le genre au cœur de la paix et du développement

La capitale congolaise vit depuis le vendredi au rythme de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL). Les travaux préparatoires du 9^{ème} Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement ont été officiellement ouverts, donnant ainsi le ton à une série de rencontres placées sous le signe de la paix, de l'inclusion et du leadership féminin.

Première étape de ce processus, la réunion des points focaux Genre des États membres de la CIRGL a lancé les discussions autour des thématiques clés de la région. Cette rencontre de haut niveau, organisée par le



ministère de l'Intégration régionale en collaboration avec le Secrétariat exécutif de la CIRGL, prépare le terrain pour la réunion des ministres chargés du Genre, prévue le samedi 1er novembre.

Au menu des échanges : la révision du Plan d'action

régional de 2^{ème} Génération sur les femmes, la paix et la sécurité (FPS), l'actualisation du Baromètre Genre de la CIRGL, la promotion du leadership féminin, ainsi que la lutte contre les violences basées sur le genre.

Ces travaux traduisent

une volonté commune des États membres d'ancrer la dimension genre au cœur des politiques de stabilisation et de développement. Ils visent également à renforcer la participation des femmes dans la consolidation de la paix et la gouvernance régionale.

En accueillant ces assises, la République démocratique du Congo réaffirme son rôle moteur et son engagement à promouvoir l'égalité des chances comme vecteur de cohésion et de progrès durable dans la région des Grands Lacs.

Un engagement réitéré pour une région plus juste, plus stable et plus inclusive.

J.A

LUTTE CONTRE LES FLUX FINANCIERS ILLICITES D'ORIGINE COMMERCIALE

La DGDA s'engage à faire des recommandations de la conférence son référentiel

La conférence de haut niveau sur les flux financiers illicites d'origine commerciale a clos ses travaux le vendredi 31 octobre dernier au Centre financier de Kinshasa. Dans son allocution de circonstance, le Directeur général adjoint des douanes et accises en charge de l'administration et des finances (DGA/DAF), Jean Claude Kalenga Makonga, a promis que sa régie financière fera des recommandations formulées à l'issue de ces assises son référentiel et pour chacun des participants dans la mutualisation des compétences pour lutter contre les flux financiers illicites d'origine commerciale.

De prime abord, il a rappelé les propos du ministre des Finances. Pour Doudou Fwamba, la lutte contre les flux financiers illicites d'origine commerciale est un choix de souveraineté et non une contrainte imposée à la République démocratique du Congo. C'est un devoir de justice fiscale et sociale.

Le DGA de la DGDA estime



Jean Claude Kalenga Makonga, DGA/DAF de douane et accises. PHOTO DROITS TIERS

qu'après la conférence, tous les participants ont le même entendement sur le concept flux financiers illicites. Il s'agit des mouvements de fonds acquis, transférés ou utilisés illégalement et qui contreviennent aux lois nationales et internationales. C'est donc autour de ce phénomène que l'élite intellectuelle de diverses spécialisations a échangé pendant trois jours pour d'une part, faire une autopsie sans complaisance et d'autre part, pour une chirurgie corrective à fil durci en formulant des recommandations idoines. Ce, dans la poursuite d'un même idéal : combattre les mouvements financiers souterrains avec un accent

particulier mis sur le secteur minier.

LE DGA DE LA DGDA SATISFAIT

Il a noté que les thématiques abordées pendant ces trois jours de la conférence de haut niveau consacrés aux flux financiers illicites d'origine commerciale, cas du secteur minier, ont permis de mettre en évidence certains aspects, notamment l'accès à l'information, concept préféré à celui de partage d'informations, renforcer les ressources dans les technologies et les compétences, implémenter un système de traçabilité, orienter les recherches vers les informations primaires qui

génèrent les flux financiers illicites, etc.

Jean Claude Kalenga Makonga a également exprimé sa satisfaction pour le partage d'expériences avec les structures d'autres pays engagées dans la même lutte, notamment la Cellule nationale de traitement d'informations financière s(CENTIF) de Côte d'Ivoire et du Bénin, et aussi le regard de la question de nos partenaires tels GIZ, ITIE, Kibali Gold, l'ASBL Dignité humaine.

En outre, il a noté que les effets inhibiteurs de ces activités criminelles sur les efforts de développement et de croissance économique ne sont plus à démontrer en ce jour de clôture de ces assises.

ACCOMPAGNER LE GOUVERNEMENT ET NON AGIR A SA PLACE

Parmi ces effets, il a relevé quelques-uns dont la réduction des recettes fiscales, le frein au développement, l'affaiblissement du marché, l'érosion de la stabilité macroéconomique, le délitement social, le financement des crimes et l'affaiblissement de l'État de droit.

À ce propos, il noté que très

peu d'agents économiques aimeraient évoluer dans un environnement gangrené par ces effets néfastes des flux financiers illicites. Il a conclu que le refus d'un tel environnement devait être le leitmotiv de la lutte contre les flux financiers illicites.

Le porte-parole des partenaires, la représentante de GIZ, a appelé à la coopération active entre le gouvernement et tous ses partenaires et à l'amélioration de la coordination interinstitutionnelle. Cependant, elle a déclaré que les partenaires sont là pour accompagner le gouvernement dans ses choix politiques et non agir à sa place.

Elle a laissé entendre que le GIZ s'engage à accompagner la RDC dans la mise en œuvre des réformes qu'elle projette, avant de souligner : "Faisons de la RDC une référence en matière de transparence".

Au terme de leurs travaux, les participants ont produit un document appelé "Déclaration provisoire de Kinshasa" dans laquelle ils appellent à la création d'une plateforme d'informations.

Muke MUKE

FORUM ÉCONOMIQUE SUR L'ASSAINISSEMENT

Les participants signent l'Acte d'engagement pour rendre Kinshasa propre

Le Forum économique sur l'assainissement durable de Kinshasa a fermé ses portes, le jeudi 30 octobre dans la soirée. Au terme de trois jours d'échanges, de réflexion et d'action collective, les participants venus du secteur de l'assainissement ont signé un acte d'engagement pour une capitale assainie. L'une des recommandations de ce forum est la création de l'Académie professionnelle de l'assainissement.

L'objectif de cette rencontre importante était de faire de l'assainissement un levier de développement et de résilience pour la Kinshasa.

Ce forum était organisé avec le partenariat de l'Ambassade des Pays-Bas en RDC, de l'ONG Cuso international et d'autres. Dans son de circonstance, la représentante de l'ambassadrice néerlandaise a



réaffirmé le soutien de son pays à la RDC dans ses efforts d'assainissement et de résilience urbaine. Mme Kayzer a insisté sur la volonté de son pays d'établir des partenariats durables pour une meilleure gestion des déchets à Kinshasa.

A cette occasion, plusieurs thématiques étaient abordées dans différents panels. Il s'agit entre autres le Side event de l'académie professionnelle de l'assainissement avec Cuso International. Sa représentante pays, Mme Richine Masengu a signé l'acte d'engagement pour soutenir cette initiative, symbole

d'une volonté commune de former, d'accompagner et professionnaliser les acteurs du secteur de l'assainissement.

Pour Cuso International, investir dans la formation et la connaissance, c'est investir dans un futur propre, équitable et prospère pour tous.

ACTION COLLECTIVE POUR DES VILLES PLUS PROPRES

Dans un autre panel sur l'importance de l'action collective pour bâtir des villes plus propres et plus résilientes, Mme Richine Masengu,

Représentante pays de Cuso International, a mis en avant l'engagement de Cuso dans la lutte contre l'extrême pauvreté, en rappelant que l'une des portes d'entrée vers la prospérité reste la valorisation des déchets par les jeunes.

À travers le projet Talents Pluriels, Cuso forme et soutient ces jeunes porteurs d'idées novatrices dans le recyclage et la transformation : plastiques et pneus convertis en meubles décoratifs, systèmes de tri, production écologique, etc.

Elle a aussi interpellé les universités et écoles à collaborer avec le gouvernement pour créer des laboratoires verts, où les jeunes pourraient transformer leurs connaissances en solutions entrepreneuriales concrètes.

Pour sa part, l'Administrateur du marché Gambela a présenté le processus d'évacuation des déchets par les chèvres et

annoncé être en discussion avec l'Hôtel de ville pour trouver des moyens efficaces permettant aux commerçants, premiers producteurs de déchets, de mieux trier leurs déchets à la source.

De son côté, la maire adjointe de Kolwezi a présenté la réalité locale : un dépotoir de 4 hectares, situé à 10 km de la ville, où sont collectées 350 tonnes de déchets par jour. Malgré le manque de chariots pour couvrir tout le périmètre urbain, la mairie est soutenue par les collecteurs de ménage.

Elle a insisté sur l'application d'amendes contre tout dépôt sauvage, tout en soulignant la nécessité urgente de moyens de traitement adaptés pour une gestion durable des déchets.

A l'ouverture de ce forum, le mardi 28 octobre, les officiels, la ministre de l'Environnement et le gouverneur de la ville avaient aussi pris part à certains panels.

Mathy MUSAU

Beni : La société civile de Mulekera alerte sur la recrudescence des meurtres

La société civile noyau de Mulekera, dans la ville de Beni (Nord-Kivu), exprime sa vive inquiétude face à la montée de l'insécurité qui a caractérisé le mois d'octobre dans cette commune. D'après son président, cette période a été marquée par une série macabre de meurtres dont les auteurs restent, jusqu'à présent, non

identifiés.

Selon les témoignages recueillis, plusieurs cas tragiques ont bouleversé les habitants : le 17 octobre, un corps sans vie a été découvert dans la cellule Kuka. Quelques jours plus tard, le 23 octobre, un homme connu sous le nom de Christophe a été froidement abattu par des hommes armés

non autrement identifiés. La violence s'est poursuivie le 24 octobre, avec la découverte d'un corps sans vie vêtu d'une tenue militaire dans le quartier Masiyani, cellule Boikene. Enfin, le 31 octobre, un autre corps sans vie a été retrouvé dans la cellule Musenze, au quartier Butsili, suscitant l'indignation générale.

Face à cette

recrudescence des meurtres, la société civile de Mulekera appelle les autorités locales, les services de sécurité et les forces de défense à intensifier les patrouilles nocturnes, à renforcer la collaboration avec la population et surtout à diligenter des enquêtes sérieuses pour identifier et sanctionner les auteurs de ces crimes. Elle exhorte

également les habitants à rester vigilants et à signaler tout mouvement suspect.

Pour la population de Mulekera, l'heure n'est plus aux discours, mais à des actions concrètes afin de restaurer la sécurité et la confiance dans cette commune où la peur et la tristesse gagnent chaque jour du terrain. **Pascal NDUYIRI**

Bunia: Joseph Kabombo en mission d'évaluation des travaux de l'aéroport de Murongo

Les travaux de modernisation de l'aéroport de Murongo, en ville de Bunia, chef-lieu de la province de l'Ituri évoluent à pas de géant.

En mission d'évaluation de ces travaux la semaine dernière, M. Joseph Kabombo, directeur de l'aviation civile, a présenté au gouverneur militaire de l'Ituri le rapport de sa mission. Il a, par ailleurs, indiqué que sa mission au chef-lieu de l'Ituri s'inscrit dans le cadre de



l'accompagnement de ces travaux.

" Nous sommes une autorité de régulation. Nous sommes là pour appliquer les normes et les exigences en matière de l'aviation civile. Nous sommes venus évaluer les travaux par rapport aux normes. Aujourd'hui l'aéroport va prendre beaucoup d'ampleur. Il faudrait que nous accompagnions les constructeurs pour que demain l'aéroport soit aux normes", a-t-il fait savoir.

Ce projet accueilli avec enthousiasme par la population iturienne, va considérablement booster l'économie de cette province. Joseph Kabombo, a par ailleurs saisi de l'occasion pour appeler la population à le soutenir. Sur le plan d'infrastructure, la ville de Bunia se modernise du jour au lendemain sous le leadership du lieutenant général Johnny Luboya N'kashama gouverneur de la province de l'Ituri. **Héritier TIMOLO**

Tshikapa : La police neutralise un présumé escroc du jeu Bomba-Bomba



Zikanku, présumé escroc du jeu Bomba-Bomba neutralisé à Tshikapa.. PHOTO DROITS TIERS

La Police nationale congolaise a arrêté un jeune homme, présumé escroc opérant le jeu dénommé Bomba-Bomba, dans la commune de Kanzala, ville de Tshikapa.

Connu sous le nom de Zikanku dans le quartier Kanangayi, le suspect a été neutralisé le vendredi 31 octobre dernier après avoir escroqué un père de famille en lui dépouillant une somme de 100.000 francs congolais et un téléphone portable. Selon un les témoins présents sur les lieux, "Zikanku a été appréhendé suite à l'alerte de la victime. Des coups de feu ont été tirés pour disperser ses

complices qui tentaient de le faire fuir. La police a finalement réussi à l'arrêter. Il est actuellement entre les mains de la justice".

Aux dires d'un habitant de Kanzala, "ce type de jeu, qui se déroule en plein jour et à la vue de tous, suscite de vives inquiétudes parmi la population, notamment en raison de la présence fréquente d'élèves à proximité".

Les habitants appellent les autorités à prendre des mesures strictes afin de protéger les citoyens et mettre un terme aux activités de ce genre d'escroquerie.

Félix MULUMBA Kalembe

Kasaï Central : Un aigle maîtrisé à Kambulu, un incident rare qui suscite inquiétude

Un événement inhabituel s'est produit le vendredi 31 octobre dernier dans le village de Kambulu, situé dans le groupement de Bena Nganza, secteur de Bulungu, territoire de Kazumba.

Vers 14 heures locales, un aigle, oiseau rare et potentiellement dangereux dans la région, a été aperçu dans le village alors qu'il semblait s'approcher d'un enfant. Fort heureusement, ce dernier a pu esquiver l'attaque.

Selon des témoignages, l'infirmier titulaire du centre de santé de Kambulu est intervenu rapidement. Il a réussi à chasser l'oiseau à l'aide d'un bâton. L'aigle a finalement trouvé refuge dans la parcelle du chef de groupement, mettant fin à l'incident.

Cette apparition inhabituelle a suscité surprise et interrogations au sein de la population locale, certains habitants y voyant un signe particulier, tandis que d'autres s'inquiètent des risques potentiels pour la sécurité des enfants et des animaux domestiques.

Les autorités locales appellent à la



vigilance et recommandent de signaler toute observation d'animaux sauvages inhabituels afin de prévenir tout incident similaire.

Félix MULUMBA Kalembe

43^{ÈME} CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'UNESCO:

Raïssa Malu plaide pour une éducation transformatrice et inclusive en RDC

La cité historique de Samarkand, joyau de la Route de la Soie, accueille du 30 octobre au 13 novembre 2025 la 43^e Conférence générale de l'Unesco, un rendez-vous d'envergure mondiale qui rassemble les représentants des États membres et de nombreuses organisations internationales autour des grandes priorités de l'éducation, des sciences et de la culture. Pour la première fois depuis quarante ans, cette rencontre se tient en dehors du siège de l'Unesco à Paris, marquant ainsi un moment historique pour l'Ouzbékistan et pour la diplomatie multilatérale.

Parmi les voix africaines qui ont retenu l'attention à Samarkand figure celle de Raïssa Malu, ministre d'État, ministre de l'Éducation nationale et de la Nouvelle citoyenneté de la République Démocratique du Congo (RDC). Elle a pris la parole, le vendredi 31 octobre, lors d'une table ronde ministérielle présidée par Stefania Giannini, sous-directrice générale de l'UNESCO, sur le thème : " *Transformer demain aujourd'hui : dialogue ministériel sur les compétences nécessaires pour un avenir durable* ".

Dans son intervention, Raïssa Malu a plaidé pour une éducation au service du changement social et du développement humain.

"SYSTEME EDUCATIF QUI LIBERE LES TALENTS"

" En République démocratique du Congo, nous croyons profondément que chaque enfant qui apprend change le monde un peu plus. Guidés par cette conviction du pouvoir transformateur de l'éducation, nous œuvrons à bâtir un système éducatif qui libère les talents, forme à la citoyenneté



La RDC défend à Samarkand une vision éducative fondée sur la citoyenneté et la durabilité.
PHOTO DROITS TIERS

et prépare nos jeunes à relever les défis du siècle ", a-t-elle affirmé.

La ministre a ainsi rappelé que l'éducation constitue le levier principal de transformation des sociétés, surtout dans un contexte mondial marqué par les transitions écologique et numérique.

Dans son allocution, Raïssa Malu a mis en avant les réformes menées par son gouvernement pour moderniser et rendre plus inclusif le système éducatif.

Elle a notamment insisté sur la numérisation du système éducatif, une priorité qui concerne à la fois les écoles et les structures administratives.

" La digitalisation de l'administration est la clé d'une gouvernance efficace, transparente et durable ", a-t-elle expliqué.

L'enseignement à distance, désormais institutionnalisé en RDC, permet à de nombreux enfants y compris ceux vivant dans les zones rurales, les déplacés internes ou les enfants en situation de handicap de poursuivre leur apprentissage sans interruption.

Elle a également salué la

modernisation de l'Examen d'État, dont la numérisation et l'intégration de l'intelligence artificielle dans les processus de certification garantissent désormais plus d'équité, de rapidité et de fiabilité.

FORMATION CONTINUE DES ENSEIGNANTS : UN DROIT ET UN DEVOIR

La ministre d'État a, par ailleurs, insisté sur la formation continue des enseignants, désormais reconnue comme un droit et un devoir. Cette politique vise à renforcer la qualité des apprentissages, à adapter les pratiques pédagogiques aux nouvelles technologies et à garantir l'équité dans l'ensemble du système éducatif.

Sur le plan des contenus, la RDC mène actuellement une refondation curriculaire de grande ampleur, centrée sur la citoyenneté active, le respect du bien commun, l'amour de la patrie et la solidarité nationale.

" Cette réforme intègre également les compétences vertes, inspirées de nos initiatives en faveur de la durabilité, notamment à Yangambi, site de l'Unesco dédié à la recherche sur les

sols, le climat et la biodiversité", a-t-elle souligné.

Raïssa Malu a aussi rappelé les progrès réalisés grâce à la gratuité de l'enseignement primaire, une mesure phare du gouvernement congolais qui a permis à plus de cinq millions d'enfants supplémentaires de retrouver le chemin de l'école, tout en appelant à un effort collectif pour améliorer la qualité de l'enseignement, particulièrement pour les filles.

UNE TABLE RONDE POUR L'AVENIR DE L'EDUCATION MONDIALE

Au-delà des réformes nationales, la ministre congolaise a lancé un appel à la communauté internationale pour construire un agenda post-2030 axé sur les compétences numériques, écologiques et civiques, considérées comme indispensables à la réalisation du développement durable.

Raïssa Malu a également plaidé pour une coopération renforcée entre les pays africains, fondée sur le partage d'expériences, la reconnaissance mutuelle des compétences et la mobilité des enseignants et des étudiants.

La table ronde ministérielle, à laquelle participaient des responsables éducatifs de plusieurs pays, visait à repenser les compétences nécessaires à un avenir durable et inclusif, à préparer la transition vers un agenda post-2030 et à renforcer la coopération internationale en matière d'éducation. Les discussions ont porté notamment sur la reconnaissance mutuelle des compétences, la mobilité des étudiants et travailleurs, et les approches inclusives pour les réfugiés et populations vulnérables. Les ministres ont également partagé leurs expériences innovantes en matière d'égalité des genres, d'inclusion numérique et d'adaptation aux transitions écologiques.

UN TOURNANT POUR L'AVENIR DE L'UNESCO

Cette 43^{ème} session de la Conférence générale de l'Unesco s'annonce comme un tournant pour l'avenir de l'Organisation et de la coopération multilatérale. Elle sera marquée par la nomination du nouveau Directeur général de l'Unesco et par l'adoption de la première recommandation mondiale sur l'éthique des neurotechnologies, un texte qui fixera un cadre international sur l'usage de ces technologies dans les domaines de la santé, de l'éducation et des sciences.

Au programme figurent également des débats thématiques, des expositions et des événements parallèles autour des grands défis contemporains : l'avenir de l'éducation, la préservation du patrimoine culturel, la promotion de la science ouverte, ou encore le rôle des médias dans la consolidation de la paix.

Ézéchiél Monteirious MONTEIRO



Sahara marocain: Mohammed VI pour une solution qui sauve la face de toutes les parties, sans vainqueur, ni vaincu

Rabat - "Bien que la question de notre intégrité territoriale connaisse des évolutions positives, le Maroc demeure attaché à la nécessité de parvenir à une solution qui sauve la face de toutes les parties, sans vainqueur, ni vaincu", a affirmé Sa Majesté le Roi Mohammed VI, dans un Discours adressé, vendredi soir, à Son peuple fidèle.

Sa Majesté le Roi a, dans ce sens, souligné que le Maroc "ne brandit pas ces changements comme un trophée et ne souhaite nullement attiser les antagonismes ou accentuer les divisions", tout en appelant sincèrement "nos frères dans les camps de Tindouf à saisir cette opportunité historique pour retrouver les leurs et jouir de la possibilité que leur offre l'Initiative d'autonomie de contribuer à la gestion des affaires locales, au développement de leur patrie et à la construction de leur avenir, dans le giron du Maroc uni".

"En Ma qualité de Roi, garant des droits et des libertés des citoyens, J'affirme solennellement que les Marocains, étant tous égaux, il n'y a pas de différence entre les personnes rentrées des camps de Tindouf et leurs frères installés dans le reste du territoire national", a soutenu Sa Majesté le Roi.

Le Souverain a, par ailleurs, invité Son frère, Son Excellence le Président Abdelmadjid Tebboune à un dialogue fraternel sincère entre le Maroc et l'Algérie "afin que, nos différends dépassés, nous jetions les bases de relations nouvelles fondées sur la confiance, la fraternité et le bon voisinage".

"Nous réitérons notre engagement à continuer d'œuvrer à la relance de l'Union du Maghreb, sur la base du respect mutuel, de la coopération et de la complémentarité entre ses cinq Etats-membres", a poursuivi Sa Majesté le Roi.

Le Souverain a, en outre, relevé que le développement général des provinces du sud, ainsi que la sécurité et la



Sa Majesté le Roi Mohammed VI.
PHOTO DROITS TIERS

stabilité qui y règnent, ont été possibles grâce aux sacrifices de tous les Marocains.

"A ce propos, Nous tenons à exprimer la fierté et la considération que Nous inspirent tous Nos fidèles sujets, et plus particulièrement les habitants

de nos Provinces du sud, qui ont toujours manifesté leur attachement aux symboles sacrés de la Nation, à son unité nationale et à son intégrité territoriale", a affirmé SM le Roi.

Le Souverain a également salué "les efforts inlassables

de la diplomatie officielle, partisane et parlementaire et ceux de différentes institutions nationales, pour clore définitivement le dossier de notre intégrité territoriale".

L'anniversaire de la Glorieuse Marche Verte, a indiqué Sa Majesté le Roi, "est l'occasion de nous remémorer avec déférence les grands sacrifices consentis, durant les cinquante dernières années, par les Forces Armées Royales et les Forces de sécurité dans toutes leurs composantes, ainsi que par leurs familles établies sur tout le territoire national, afin de défendre l'unité du pays et de préserver sa sécurité et sa stabilité".

"Nous nous rappelons avec recueillement et saluons la mémoire de l'Artisan de la Marche Verte, Notre Vénéré Père, Sa Majesté le Roi Hassan II, que Dieu l'ait en Sa sainte miséricorde, ainsi que celle de tous les valeureux martyrs de la Nation", a dit le Souverain.

MAP

* Le titre est de Forum des As

La police marocaine participe au démantèlement de deux réseaux de trafic de hachich en Espagne

La police nationale espagnole a annoncé, mercredi dernier, le démantèlement de deux organisations criminelles internationales spécialisées dans le trafic de hachich, dans le cadre d'une opération conjointe menée en étroite collaboration avec la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN).

Cette opération, menée en coordination aussi avec le Parquet de la Cour d'appel de Tanger, a permis la saisie de 20 tonnes de hachich dissimulées dans des cargaisons de poivrons à bord de camions frigorifiques, indique la police espagnole dans un communiqué.

Les investigations ayant permis cette saisie ont été engagées sur la base d'informations échangées avec les autorités marocaines et qui ont abouti à l'identification de deux convois



de camions soupçonnés de transporter d'importantes quantités de drogue.

Le premier convoi a été intercepté à Sanlúcar de Barrameda, dans la province

de Cadix, où les agents ont mis la main sur 12 tonnes de hachich cachées dans des doubles fonds derrière des caisses de poivrons. Quinze personnes ont été arrêtées

dans le cadre de cette première opération. Trois jours plus tard, une seconde opération menée dans la province de Grenade a permis la saisie de 8 tonnes

supplémentaires de hachich et l'arrestation de cinq autres individus.

Au total, vingt personnes ont été interpellées et placées en détention pour trafic de drogue et appartenance à une organisation criminelle. Les perquisitions effectuées ont également permis la saisie de neuf véhicules, dont des camions et des remorques, une arme automatique et plus de 7.000 euros en espèces.

La police nationale espagnole, qui a salué la précieuse collaboration des autorités marocaines, a souligné que cette opération conjointe témoigne de "l'excellence de la coopération en matière de sécurité entre le Maroc et l'Espagne, fondée sur la confiance mutuelle, la coordination efficace et la volonté commune de combattre les réseaux criminels transnationaux impliqués dans le trafic de drogue".

M.E

LINAFOOT 2025

V.Club et Maniema Union se neutralisent (0-0)

* Dans un derby lushois, Lupopo bat Mazembe (2-1), et Simba et Tanganyika respirent.

La 4^{ème} journée de la 31^{ème} édition du championnat national de football, (Linafoot), a offert le 2 novembre un concentré d'émotions, de rivalités et de rebondissements. Entre le nul stratégique de V.Club face à Maniema Union au stade des Martyrs, le triomphe spectaculaire de Lupopo dans le derby du Katanga, la confirmation de l'AS Simba à Kolwezi et le réveil du FC Tanganyika à Kipushi, le football congolais a, une fois de plus, prouvé qu'il reste un théâtre vibrant de passion et de ferveur.

Au stade des Martyrs, l'affiche entre l'AS V.Club et l'AS Maniema Union était attendue comme un choc de prestige. Le fameux "derby vert et noir" a accouché d'un match fermé, où la prudence a pris le dessus sur la créativité. Les deux équipes, conscientes de l'enjeu, ont privilégié la solidité défensive à l'audace offensive.

V.CLUB ET MANIEMA UNION DOS A DOS AU STADE DES MARTYRS

Les Unionistes, légèrement plus entreprenants, ont monopolisé la possession par séquences, sans toutefois concrétiser leurs occasions. Les "Dauphins Noirs" de Kinshasa, quant à eux, ont manqué d'inspiration dans le dernier geste, malgré quelques incursions intéressantes de leurs attaquants.

Le public du stade des Martyrs, venu en nombre, espérait sans doute plus de spectacle, mais la tension du classement et la quête de confiance ont pesé lourd dans les jambes et les esprits. À la fin, le 0-0 semble logique : V.Club et Maniema Union se neutralisent, chacun repartant avec un point. Un résultat qui, toutefois, n'arrange personne.

Avec ce nul, les deux équipes stagnent au sommet du groupe B. V.Club totalisant 10 points et Maniema Union en comptant 2 après deux sorties. Le suspense reste entier, mais la pression monte



Lupopo terrasse Mazembe dans un derby électrique, V.Club et Maniema Union se neutralisent, Simba et Tanganyika se relancent... PHOTO DROITS TIERS.

déjà sur les hommes de Raoul Shungu et Dauda Lupembe, appelés à se montrer plus tranchants dans les prochaines échéances.

LUPOPO FAIT PLIER MAZEMBE A LUBUMBASHI

Lubumbashi a vécu hier dimanche une soirée de pure intensité footballistique. Dans un stade Kibassa Maliba plein à craquer, le FC Saint-Éloi Lupopo a signé un exploit retentissant en s'imposant face à son éternel rival, le Tout-Puissant Mazembe, sur le score de 2-1. Un succès qui restera longtemps dans les mémoires des Cheminots.

Le derby a démarré sur un tempo élevé, avec une première période dominée par les Corbeaux, plus agressifs dans le pressing et mieux organisés tactiquement. Mazembe aurait pu ouvrir le score à plusieurs reprises, mais a buté sur une défense de Lupopo bien regroupée et sur un gardien inspiré.

Au retour des vestiaires, les Corbeaux concrétisent enfin leur domination. À la 49^{ème} minute, Madou Zon

récupère le ballon dans les pieds de Mika Miché, et après un relais rapide, Lise Nyembo, nouveau capitaine de Mazembe, enroule une frappe splendide à l'entrée de la surface. Imparable (0-1).

Mais Lupopo, fidèle à sa réputation de club combatif, ne baisse pas les bras. Sous l'impulsion d'un quatuor créatif composé de Âgée Basiala, Wanet Kashala, Mavungu et Dramane Nkambou, les Cheminots reprennent le contrôle du match. Leur persévérance paie à la 78^{ème} minute : sur un coup franc tendu, Madou Zon dévie malencontreusement le ballon sur la tête de Jonathan Mokonzi, marquant contre son camp (1-1).

Poussés par un public en fusion, les Jaune et Bleu continuent d'y croire. Et à quelques minutes du terme, ils inscrivent le but de la victoire, plongeant Kibassa Maliba dans une euphorie indescriptible. Lupopo l'emporte 2-1 et signe sa deuxième victoire en autant de matchs (6 points sur 6).

Mazembe, de son côté,

concède sa première défaite de la saison, un revers amer qui devra servir d'électrochoc à l'équipe de Lamine N'Diaye. Le derby du Katanga, une fois encore, a tenu toutes ses promesses : intensité, passion, et une communion totale entre le public et ses héros du jour.

LES KAMIKAZES EFFACENT LEUR DECEPTION

À Kolwezi, l'AS Simba a effacé sa déception continentale en signant une victoire convaincante face au FC Tshikas de Mbuji-Mayi (2-1), promu ambitieux venu du Kasai-Oriental. Au stade Dominique Diur, les "Kamikazes" ont rapidement pris les devants grâce à Cyrille Mutuale, avant que Kabasele Kalonji ne double la mise sur une belle action collective. En seconde période, Tshikas réagit et réduit le score, mais sans parvenir à renverser la tendance.

Pour les hommes de Daoula Lupembe, ce deuxième succès consécutif

(6 points sur 6) confirme la solidité d'un groupe qui vise clairement une qualification pour la phase des play-offs. Le public de Kolwezi peut y croire : l'équipe semble lancée sur une dynamique positive et disciplinée, bien organisée autour de son collectif plus que d'individualités.

TANGANYIKA S'OFFRE UNE BOUFFEE D'OXYGENE A KIPUSHI

Pendant ce temps, à Kipushi, le FC Tanganyika de Kalemie a enfin trouvé le chemin de la victoire, en battant New Soger de Lubumbashi (1-0). Le match, initialement prévu à Kalemie, a été délocalisé à la demande du club hôte. Un changement d'environnement qui n'a pas perturbé les protégés du Belge Alain Landeut.

Dès la première période, la nouvelle recrue, David Mwakasu, libère les "poissons électriques" d'un superbe but, offrant ainsi à son équipe son premier succès de la saison. Malgré les tentatives de New Soger en seconde période, le score restera inchangé jusqu'au coup de sifflet final.

Avec cette victoire, Tanganyika totalise désormais 4 points en trois matchs. Un bilan encourageant après un début de saison timide (une défaite à Likasi, un nul face à Lubumbashi Sport). En revanche, New Soger s'enfoncé dans la tourmente avec zéro point en deux sorties, et une défense déjà fragilisée.

Cette quatrième journée de la 31^{ème} édition de la LINAFOOT confirme, s'il en était besoin, que le championnat congolais reste l'un des plus imprévisibles d'Afrique centrale. Entre un V.Club prudent, un Lupopo conquérant, un Mazembe en quête de réaction et un Simba revigoré, la bataille pour le titre et les places qualificatives aux play-offs promet d'être acharnée.

Le spectacle ne fait que commencer, et chaque point comptera désormais double dans une compétition où rien ne semble acquis d'avance.

Ézéchiel Monteirious
MONTEIRO

L' ACTUALITE, C'EST SUR WWW.FORUMDESAS.CD

